

Le PS soigne sa gauche, les libéraux rigolent¹

Les deux grands partis de gouvernement ne s'aiment guère. C'est connu. Au-delà des inimitiés personnelles, c'est sur la couleur de la coalition que socialistes et libéraux s'empoignent régulièrement. Le gouvernement est-il conservateur ou progressiste, plutôt bleu ou plutôt rose ? A l'approche de juin 2014 (élections fédérales, régionales et européennes), le combat des chefs semble se faire plus âpre. Bien sûr, un an et une « rawette », c'est peu de chose au regard du temps politique.

Alors le PS, déjà sur le ring, soigne sa gauche. Réunis le 21 avril en congrès, les ténors socialistes ont pu entendre ceci : « Nous sommes les boucliers contre le néolibéralisme briseur de vie » (Laurette Onkelinx) ; « L'heure est plus que jamais à la revendication » (la même) ; « Le socialisme est le fils de la colère » (Paul Magnette, citant Jaurès)... La Belgique a « le gouvernement le plus social d'Europe » (idem). Et, passage obligé, d'autant que le 1^{er} mai n'est pas loin, tous ont entonné l'Internationale, poing levé. Sauf, le Premier ministre Di Rupo, bien sûr, tout en retenue dans la nécessaire neutralité de sa fonction. Et qui, souriant, semblait se demander dans quelle pièce joue son parti. Pensez donc : le président « par intérim » n'a-t-il pas, sur l'air du « ça va encore plus mal chez les voisins », pratiquement promis, sinon le Grand soir, du moins des lendemains qui chantent ? Ainsi, la suppression des intérêts notionnels, un impôt sur les grosses fortunes, la taxation des valeurs spéculatives, un impôt des sociétés... Aussi fort que le PTB. De quoi, espèrent Magnette et consort, ramener dans leurs sillages des syndicats de plus en plus cabrés. Et rassurer une base qui, elle l'a fait savoir, veut un parti « plus et mieux à gauche ».

Schizophrénie

Ecartelé entre les engagements déclinés pour un futur incertain et les « contraintes » de la gestion (les socialistes participent à tous les niveaux de pouvoir), le PS ne risquerait-il pas de tomber dans la schizophrénie ? Car, il y a, par exemple, l'index que le gouvernement se prépare à triturer une nouvelle fois. L'harmonisation des statuts d'ouvrier et d'employé en matière de préavis – Paul Magnette considère qu'elle ne permettra « évidemment pas d'amener tout le monde vers le statut le plus élevé », au grand dam des syndicats socialiste et chrétien qui ont mené des actions dans le pays pour exiger un alignement vers le haut. Et il y a les nouvelles mesures antisociales prises contre les chômeurs, mesures contre lesquelles la FGTB wallonne a manifesté à Namur le 18 avril. « Après une période de 14 à 48 mois de chômage (période qui varie selon le passé professionnel, et durant laquelle l'allocation diminue progressivement), tous les demandeurs d'emploi seront indemnisés sur base d'un forfait inférieur au seuil de pauvreté ! Aujourd'hui, plus de 200.000 sans emploi survivent déjà sous ce seuil de pauvreté. Avec le nouveau système, plus de 150.000 autres vont les rejoindre. Les allocations d'insertion (obtenues sur base des études) sont maintenant limitées dans le temps. Les isolés et chefs de ménage de + de 30 ans seront exclus après 3 ans de chômage. Les cohabitants aussi mais quel que soit leur âge », a dénoncé le syndicat « socialiste ».

« Ces efforts se font au prix de dégâts sociaux considérables » s'est indigné Thierry Bodson, le secrétaire de l'Interrégionale wallonne de la FGTB. « En 2015, 30 000 jeunes seront exclus du système suite aux mesures décidées par le fédéral. Et près de 22 000 d'entre eux se trouvent en Wallonie. Parmi ces 30 000 personnes, la moitié sont soit chefs de famille, soit isolés. Ces allocations d'insertion sont donc leur seul revenu. Automatiquement, voilà 15 000 personnes qui vont basculer vers les CPAS. L'autre moitié des exclus sont des cohabitants : ils perdront en moyenne 400 euros par mois, selon nos calculs. Pour quelques dizaines de millions d'économies, on fait tomber 30 000 jeunes et moins jeunes dans la précarité ».

« Guignol » socialiste

L' austère président du MR, Charles Michel, a malgré tout pris la mouche : « Ce que j'ai entendu (au congrès du PS) n'a rien à voir avec l'accord de gouvernement, pas davantage avec le plan d'ajustement budgétaire ». Aminci physiquement, paraît-il, mais toujours plus bouffi d'arrogance, Didier Reynders a, lui, ironisé dans *le Soir* sur

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – avril 2013.

« une gauche qui redevient un peu archaïque » et ses « collègues très agréables (au gouvernement) qui se transforment, la rose au poing, le petit foulard rouge » à l'occasion du 1^{er} mai. Tant qu'à faire, il a comparé le ministre-président de la Région wallonne, Rudy Demotte, à « une sorte de guignol » qui peut « faire son théâtre de marionnettes, tant qu'il veut². » Charmant.

Histoire de ne pas être en reste, les libéraux flamands ont fait sonner les cloches : « Le PS remet à chaque fois ce genre de propositions sur la table et nous devons systématiquement les retirer. » Non sans succès, de toute évidence.

Reste que si les libéraux sont à l'aise au vu des orientations... libérales du gouvernement, il est douteux que le PS (Magnette parle prudemment d'un « gouvernement de centre qui a une composante de gauche ») retrouve le chemin de l'union sacrée avec les organisations de travailleurs. Un exemple ? Protestant contre la nouvelle structuration de la SNCB, les centrales syndicales concernées n'y sont pas allées par quatre chemins : « Nous dénonçons la caste politique (sic), sourde à tout ce qu'on peut en dire » ; Magnette court après les syndicats ? « Il ne manque pas d'air. C'est même scandaleux (de l') entendre alors que quand il était ministre des Entreprises publiques, il n'a jamais appliqué cette théorie-là³. »

Plus généralement, c'est le secrétaire général de la FGTB bruxelloise, Philippe Van Muylder qui a dit basta à l'austérité : « Il faut changer de cap. 80 % des recettes de l'Etat pèsent sur les travailleurs alors que 60 milliards d'euros vont dans les paradis fiscaux ». Utile constat que partagent la présidente de la FGTB wallonne, Anne Demelenne, pourtant invitée d'honneur au grand show du PS, et son collègue flamand Rudy De Leeuw : « 44% des richesses appartiennent à 10% des Belges » et « 17% de notre produit intérieur brut, c'est-à-dire 60 milliards, échappent à l'impôt⁴. » Alors du centre, ce gouvernement, avec une touche de gauche ? Ce serait oublier que la tripartite conduite par Elio Di Rupo a bloqué les salaires pour 2013 et 2014 et qu'elle entend bien confirmer ce gel pour les années à venir, que l'index reflète de moins en moins l'augmentation des prix, que le régime des heures supplémentaires a été passé au laminoir en comptabilisant la durée du travail sur une base annuelle, ce qui aggrave encore la flexibilité de la main d'œuvre au détriment de la vie de famille... , Tout cela, sous la pression du patronat et des instances européennes.

Le fossé se creuse à ce point que la FGTB de Charleroi et du Sud Hainaut, rejointe par les employés CSC appelle à la constitution d'une force politique nouvelle à la gauche du PS et d'Ecolo et l'ont fait savoir lors d'un meeting musclé le 27 avril.

La Belgique sous surveillance

Changement de terrain. « Voilà notre Europe! Celle qui doit protéger et rapprocher le citoyen », a tonitrué Paul Magnette devant son congrès en promettant un salaire minimum européen, un financement de la dette par la Banque centrale européenne, la suppression des paradis fiscaux, une politique industrielle et la taxation des transactions financières. Demain, on rase gratis ? Mais c'est aujourd'hui que la purge sociale risque d'être plus sévère encore. Les Parlements fédéraux et régionaux vont se prononcer rapidement sur le fameux Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance européenne (TSCG) qui institutionnalise l'austérité et prive les élus de toute véritable marge de manœuvre dans les matières budgétaires et socio-économiques. Ce texte impose l'équilibre budgétaire quel qu'en soit le coût social avec menaces de sanctions financières à la clé⁵.

Sans surprise, la Commission européenne a enfoncé le clou en publiant le 10 avril ses « bilans approfondis des déséquilibres économiques ». Et, dans son inimitable style bureaucratique met en garde notre pays : « Principales conclusions pour la Belgique : le pays connaît des déséquilibres macroéconomiques qui doivent faire l'objet

² « Les sorties de Paul Magnette poussent au séparatisme ». Interview de Didier Reynders dans *Le Soir* 27 et 28 avril 2013.

³ « Les syndicats ne veulent plus des actuels patrons du rail ». *Le Soir* du 23 avril 2013.

⁴ « Petits et gros sous ». Editorial paru dans le magazine de la FGTB, *Syndicats*, daté du 19 avril 2013.

⁵ Lire sur le site de l'Association culturelle Joseph Jacquemotte (www.acjj.be) : « Pacte budgétaire européen : le malaise de la gauche de gouvernement ». Avril 2013 ; « Au bonheur du grand capital ». Octobre 2012.

d'une surveillance étroite et d'une action politique. L'accent est mis notamment sur les évolutions macroéconomiques dans les domaines de la compétitivité externe de marchandises et de l'endettement (en particulier les conséquences du niveau élevé de la dette publique sur l'économie réelle). »

« La Commission attend de la Belgique et des 10 autres Etats membres qui, comme elle, connaissent des déséquilibres non excessifs (la Bulgarie, le Danemark, la France, l'Italie, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni), qu'elle tienne compte des conclusions de ce bilan approfondi dans son programme national de réforme et son programme de stabilité ou de convergence. Pour ces pays, la Commission présentera le 29 mai des recommandations concernant la correction des déséquilibres existants et la prévention de nouveaux déséquilibres. » En clair, il s'agit de s'en tenir à la lettre du TSCG avec, dans la ligne de feu, des « broutilles » comme les revenus du travail, l'indexation des salaires ou le régime des retraites.

« Le serpent se mord la queue »

Autant de coups tordus qui justifient bien quelques contorsions sémantiques. Après le FMI, ne voilà-t-il pas que la même Commission s'est livrée à une sorte de mea culpa concernant la violence des politiques imposées aux peuples européens ? Admirons l'exercice de style de son président, José Manuel Barroso : L'austérité, fait-il mine d'admettre, « a atteint ses limites » car « tout ce que nous avons fait n'était pas juste ». Mais « tout en pensant que cette politique est fondamentalement juste ». Encore que, « Pour réussir, une politique ne doit pas seulement être bien conçue. Elle doit bénéficier aussi d'un minimum de soutien politique et social ».

Barroso et ses collègues de tous bords politiques vivant apparemment sur une autre planète, il suffirait de « discuter d'un réglage plus fin de leur rythme (des politiques d'ajustement budgétaire). » Mais « Nous n'avons pas été capables d'expliquer réellement ce qui était en jeu et de construire le soutien nécessaire. » La rigueur n'est donc pas mise de côté, mais « on » pourrait laisser plus de flexibilité aux Etats européens dans la réalisation des stupides objectifs budgétaires fixés.

Rien de neuf sous les étoiles européennes. De précédents rapports pointaient déjà les limites de l'austérité à marche forcée. Même les plus zélés des chantres de la discipline budgétaire ont des doutes. L'OCDE, ce club des pays riches, fana du libre-échange, de la concurrence et de la déréglementation du marché du travail, a maintenant comme des hésitations. « Le risque est que le serpent se morde la queue. Il faut faire preuve d'une plus grande flexibilité et se donner un à deux ans supplémentaires » a ainsi déclaré Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE. Quant au FMI, il suggère lui-aussi un « assouplissement » des mesures d'austérité dans certains pays d'Europe de crainte de voir exploser la machine. Mais en gardant le cap, comme le répète en boucle sa directrice, Christine Lagarde, qui prône encore et toujours les mêmes recettes malgré leur nuisance criante. Resterait, dit-elle, à « utiliser des mots simples que les gens peuvent comprendre ». Bref, l'adhésion des peuples aux recettes ultralibérales serait surtout une question de timing et de pédagogie... Et pour l'heure, il suffirait de donner un peu de temps au temps, en pariant, façon méthode Coué, sur un retour de la croissance...

Choisir son camp

Alors, plutôt que de construire le récit épique de sa future et incertaine croisade, Paul Magnette, revenons à lui, devrait d'abord prendre la mesure de la réalité d'aujourd'hui. Telle qu'elle est, cruelle aux petits et souriante aux puissants. A lui de faire bouger son socialisme, ici et maintenant, en Wallonie, en Belgique et en Europe. En refusant de cautionner le système dominant, ce qui implique évidemment de dépasser la rhétorique des congrès pour passer à l'acte, et tout d'abord au sein de la majorité. Le moment est propice au moment où les « élites » libérales sont à bout d'arguments, où les syndicats donnent de la voix, où la révolte gronde aux quatre coins du continent. En un mot comme en cent, le PS doit choisir son camp.

Il y a urgence. La zone euro, en crise systémique, sera en récession en 2013 pour la seconde année consécutive. Et plus personne ne pourrait sérieusement se hasarder à une quelconque relance, toujours promise et sans cesse postposée. L'Europe, depuis longtemps, ne fait plus fantasmer personne.

Les gouvernements des pays de l'UE vont « beaucoup trop loin » dans la politique d'austérité, a simplement constaté le président du Parlement européen, le social-démocrate allemand Martin Schulz. Les citoyens, a-t-il confié à *L'Echo*, « se trouvent actuellement dans une situation de scepticisme compréhensible ».

Et, « selon les données de l'Eurobaromètre, le sondage biennuel réalisé par la Commission européenne, la confiance dans le projet européen a chuté encore plus vite que les taux de croissance (...) Les décisions, soulignent les critiques, sont prises par des institutions qui n'ont pas de comptes à rendre, et non par des gouvernements nationaux élus. (...) Aux yeux d'un nombre croissant de citoyens des pays d'Europe du Sud, l'UE ressemble un peu plus chaque jour à ce qu'a été le Fonds monétaire international en Amérique latine : une camisole de force qui rogne peu à peu l'espace laissé jusqu'ici aux politiques nationales et vide les démocraties nationales de tout contenu », note L'European Council on Foreign Relations (ECFR) un groupe réflexion paneuropéen⁶.

Comment pourrait-il en aller autrement ? Lisons les chiffres glaciaux d'Eurostat, cet organisme qui a pour rôle de produire les statistiques officielles de l'Union européenne. Avec plus de 26 millions de personnes sans emploi, le taux de chômage dans l'UE s'est élevé à 10,9 % en février 2013. Le nombre de chômeurs dans l'UE a augmenté de 76 000 entre janvier et février 2013. Ce taux est en augmentation par rapport à il y a un an : il était de 10,2 % en février 2012, soit 1, 805 millions de personnes sans emploi en plus. Dans la zone euro, le taux de chômage a égalé le record de janvier 2013, avec 12% de travailleurs sans emploi.

En outre, l'Union comptabilisait 43 millions de travailleurs à temps partiel en 2012. Depuis le début de la crise économique, la proportion de travailleurs à temps partiel souhaitant travailler plus et étant disponibles pour le faire n'a cessé de croître, passant de 18,5% en 2008 à 20,5% en 2011 et 21,4% en 2012. Enfin, 23,5 % des moins de 25 ans (contre 22,5 en février 2012, soit 196 000 jeunes chômeurs en plus) sont ainsi à la recherche d'un emploi dans l'Union européenne, soit 5,694 millions de personnes. Une situation explosive.

« La fiction des réformes structurelles »

Récemment, le Belge Paul De Grauwe, professeur à la London School of Economics, constatait à son tour que « les pays qui ont mis en œuvre l'austérité la plus drastique connaissent la récession la plus profonde, voire la dépression ». Et que « L'Union s'accroche à cette fiction que les 'réformes structurelles', notamment l'accroissement de la flexibilité sur les marchés du travail et des biens et services – que les économistes appellent la 'politique de l'offre' – vont relancer la croissance. Mais le problème aujourd'hui, c'est l'insuffisance de la demande⁷. »

M. Magnette et son parti entendront-ils la sévère mise en garde de ce libéral flamand (M. De Grauwe est membre du VLD) ? Sont-ils prêts à mettre un terme à des marchandages destructeurs, aux baisses continues du « coût du travail », aux allègements indécents de « charges » pour le grand patronat, aux cadeaux fiscaux concédés sans conditions aux multinationales, aux reculs répétés des droits des salariés, au rationnement des services publics ? Le bourgmestre de Charleroi participera-t-il à la construction d'un nouveau rapport de force social, nécessaire pour rompre avec les politiques du pire ? Est-il prêt à un bras-de-fer avec une droite gloutonne ? A déplacer le curseur à gauche ?

Pour l'heure, Reynders plastronne, lui qui n'a « pas envie que (ses) enfants vivent sous l'égide du programme du dernier congrès du PS » et ironise sur « l'image à gauche toute » du maire carolo. « Nous, au fédéral, on va prendre, avec son parti (et) le CDH, les décisions prévues », se rengorge l'imprécateur. Non sans raison. En présentant le 26 octobre son « programme de stabilité », le gouvernement a fait preuve une fois de plus de sa traditionnelle et austère orthodoxie : « Le gouvernement a fait le choix d'une rigueur soutenable, conformément à la réglementation européenne », a finassé Di Rupo. Pour paraphraser une image sportive bien connue, on peut donc dire que « la politique est une compétition qui se joue à plusieurs. Et à la fin, ce sont les libéraux qui ga-

⁶ « Europe: le choc des démocraties ». *Le Monde* du 24 avril 201

⁷ « Paul De Grauwe : 'L'Europe a besoin de croissance, pas d'austérité' ». Interview dans *Le Soir* du 26 avril 2013.

gnent. » En lançant sa course de fond vers juin 2014, le président socialiste s'est, si l'on ose dire, placé au pied du mur. Une audacieuse attitude gymnique qui, de toute évidence, n'est pas politiquement sans risque.